

# Kinshasa boycotte la conférence de donateurs pour le Congo

**RD Congo** Le gouvernement congolais trouve que sa tenue donne une "mauvaise image" du pays.

**K**inshasa a confirmé, lors d'un Conseil des ministres extraordinaire, que la République démocratique du Congo (RDC) boycottera la conférence internationale de donateurs annoncée en février dernier pour ce vendredi à Genève.

La conférence internationale pour le Congo, organisée par l'Onu, l'Union européenne et les Pays-Bas, a pour but de récolter 1,37 milliard d'euros (1,68 milliard de dollars) pour financer, en 2018 et 2019, des actions humanitaires au Congo, plongé dans une crise grandissante en raison de diverses explosions de violence, en partie liées à la gouvernance du président hors mandat Joseph Kabila, qui refuse de respecter le cycle électoral prévu par la Constitution.

## Des chiffres "excessifs"

Selon les agences humanitaires de l'Onu, trois provinces (Kasaï, Sud-Kivu et Tanganyika) ont atteint le degré maximal d'urgence humanitaire en 2017 (niveau L3). On déplore des violences armées au Kivu (Est du pays), depuis une vingtaine d'années; au Kasaï (centre), depuis 2016; au Tanganyika (ex-Katanga, au Sud-Est) depuis 2013; en Ituri (Nord-Est) depuis fin 2017. Chaque crise provoque non seulement des morts, des destructions de bâtiments publics et privés (écoles, postes de santé...), mais les paysans cessent de cultiver leurs champs, compromettant ainsi les récoltes, tandis que chaque massacre provoque des milliers de déplacés.

Quelque 13 millions de personnes auront besoin d'aide au Congo en 2018, estime Ocha (Bureau des affaires humanitaires de l'Onu). L'Onu estime à 4,5 millions le nombre de déplacés et à plus de deux millions celui des enfants menacés par la famine.

Selon Kinshasa, cependant, les chiffres de l'Onu et des ONG travaillant sur le terrain sont "excessifs" et "véhiculent une mauvaise image de la RDC à travers le monde". Les autorités congolaises ne reconnaissent que 230 000 déplacés.

Dès la fin mars, les autorités du régime ont fait savoir qu'elles ne participeraient pas à la conférence de Genève. Début avril, dans une tentative de panser l'amour-propre des autorités kabilistes, l'Onu a annoncé qu'elles allaient "sortir" dès le 20 avril les trois provinces congolaises de la catégorie L3. Mais cela n'a pas suffi à modifier l'état d'esprit de Kinshasa. Selon les adversaires des kabilistes, ceux-ci craignent en réalité d'être, une nouvelle fois, mis en accusation pour leur politique, centrée depuis plusieurs années sur l'obsession de rester au pouvoir.

Les autorités congolaises ont fait pression sur certains pays pour qu'ils suivent leur mouvement et boycottent, eux aussi, la conférence de Genève. Une lettre de la Mission permanente congolaise

auprès de l'Onu à Genève est ainsi parvenue aux autorités suédoises, rappelant que le gouvernement de Kinshasa était "le représentant officiel et légitime des populations congolaises pour lesquelles l'assistance humanitaire est sollicitée" et s'indignant que Stockholm s'associe à l'organisation de la conférence de Genève sans requérir au préalable son point de vue. La lettre juge "inacceptable" et "inamicalement" le comportement du gouvernement suédois "qui viole le cadre juridique existant ainsi que les principes et actions en matière d'assistance et de protection dans le cadre de l'action humanitaire internationale". Si Stockholm ne se pliait pas aux exigences de Kinshasa, le gouvernement congolais "se verrait dans l'obligation d'en tirer les conséquences qui s'imposent".

Une lettre similaire est parvenue aux autorités des Pays-Bas, selon RFI. Les Emirats arabes unis – choisis en mars par Kinshasa pour construire le port en eau profonde de Banana boycotteront la réunion de Genève.

## Une attitude "criminelle"

Cette attitude est mal reçue à l'intérieur du Congo. Dans un entretien diffusé dimanche dernier par la télévision RTCE (catholique), le cardinal Laurent Monsengwo a approuvé la tenue de la conférence de Genève et a promis de "travailler pour que l'aide qui sera donnée soit remise aux gens qui souffrent". A l'issue de la messe qu'il a

célébrée dimanche au Centre Lindonge de Kinshasa, il a indiqué: "On ne peut pas refuser une aide quand on a les mains vides."

Fin mars, le célèbre gynécologue Denis Mukwege, qui soigne les femmes violées au Sud-Kivu, avait déclaré à la presse qu'il considérait le refus de Kinshasa de participer à la conférence de Genève comme "un nouveau scandale". "Nous sommes dirigés par des gens qui ne nous aiment pas", avait-il amèrement regretté. Et de s'exclamer: "C'est tout à fait criminel!"

A Lubumbashi (ex-Katanga), l'Institut de recherche en droits humains (IRDH) a, quant à lui, invité le gouvernement congolais "à s'acquitter de son obligation de participer à la mobilisation de fonds [...] au lieu de rejeter l'offre de solidarité internationale". Et d'ajouter qu'une politique "qui consisterait à refuser ou empêcher qu'une assistance humanitaire parvienne à une population qui en a urgemment besoin est un élément substantiel de violation du droit international humanitaire".

## Don de Joseph Kabila ?

L'IRDH a-t-il été entendu par le gouvernement de Kinshasa ? Dans le compte rendu du Conseil des ministres extraordinaire qui s'est tenu ce lundi 9 avril, le cabinet confirme qu'il ne participera pas à la conférence des donateurs mais ajoute que "le gouvernement a formellement adopté les 100 millions de dollars américains promis par le président de la République, chef de l'Etat, pour une période de 18 à 24 mois, en vue de faciliter la réinsertion de nos compatriotes réfugiés, retournés, refoulés et déplacés internes. Le premier décaissement, d'un montant de 10 millions de dollars américains, sera effectué dès la semaine prochaine. Les structures devant gérer ce fonds seront adoptées au prochain Conseil des ministres". Aucune précision n'est cependant apportée sur la provenance de ces fonds – publique ou privée, Joseph Kabila ayant accumulé une richesse considérable au cours de ses années au pouvoir, selon une enquête de l'agence financière Bloomberg.

Marie-France Cros